ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 21 février 1964, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur les cimetières et les sépultures", a donné le 24 mars 1964 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 21e februari 1964 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "op de graven en begraafplaatsen", heeft de 24e maart 1964 het volgend advies gegeven :

Le projet a notamment pour objet de consacrer légalement certaines pratiques actuelles en matière de cimetière et de sépulture qui s'écartent de la lettre du décret du 23 prairial an XII et de modifier le régime des concessions. Il soulève les observations suivantes et des adaptations de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé à la fin du présent avis.

Article 1er.

Les mots "pour l'inhumationdes défunts" sont superflus et devraient être omis.

Article 2.

En invoquant l'article 45 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, le Gouvernement marque son intention de ne pas se contenter d'un simple avis émis par le fonctionnaire délégué de l'urbanisme, et d'exiger l'avis conforme ou l'accord de ce fonctionnaire.

Par ailleurs, il est plus logique que l'autorité communale recueille elle-même l'accord de la commission médicale provinciale et celui du fonctionnaire délégué de l'administration de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, de telle sorte que le gouverneur soit saisi d'un dossier complet. Sans que le texte doive le dire expressément , le gouverneur garde le droit de solliciter les accords précités.

\+ +

.../...

Le projet prévoit que des plantations sont faites le long des clôtures. L'utilité de plantations n'apparaît pas lorsque la clôture est constituée par une muraille. Il est proposé de rédiger le texte de l'article 2, alinéa 3, en conséquence.

Article 4.

L'alinéa 5 forme une disposition transitoire et doit être renvoyé à la fin du texte.

Article 8.

Le Conseil d'Etat propose pour l'alinéa 2 une rédaction qui tient compte de l'intention du Gouvernement de prescrire que les pelouses saturées demeureront inutilisées pendant quinze ans, sauf dérogation accordée par le gouverneur pour circonstances exceptionnelles .

Titre II.

Les dispositions figurant au titre II du projet intéressent aussi bien le titre III que le titre Ier; il s'indique dès lors d'intervertir l'ordre des titres II et III.

Il n'est pas contesté que la commune soit obligée de réserver un emplacement dans le nouveau lieu de sépulture aux ayants droit titulaires de concessions dans le cimetière désaffecté dans les deux cas suivants :

.../...

1° si la commune désire réutiliser le terrain à d'autres fins;

2° si la concession peut encore recevoir d'autres dépouilles.

Mais la question se pose de savoir à qui incombent les dépenses entraînées, d'une part, par la reconstruction du caveau et le transfert des restes, et, d'autre part, par la réédification des monuments. Cette question a donné lieu à des controverses, auxquelles il serait souhaitable de mettre fin.

Une autre question que le projet ne résout pas est de savoir si la réédification d'un monument ancien, à la suite du transfert de la concession, sera soumise aux règlements pris en application de l'article 18.

Ces deux difficultés devraient être réglées par des dispositions qui pourraient s'intercaler l'une après l'article 16 du texte proposé par le Conseil d'Etat, la seconde après l'article 18 du même texte.

Article 9.

L'article 9 utilise l'expression "la fermeture des nécropoles", et l'article 10 "désaffectation des cimetières".

Selon l'interprétation actuelle de ces termes, il n'y aurait aucune différence entre ces deux notions.

Si le projet entend que ces deux termes indiquent des décisions distinctes, il y aurait lieu de définir le sens et les effets de chacun d'eux dans l'exposé des motifs.

.../...

Article 12.

A l'alinéa 1er, il convient d'ajouter la mention du conjoint.

\+

\+ \+

Il résulte du rapprochement des articles 12, alinéa 2, et 14, que la demande de renouvellement doit être introduite avant l'expiration de la concession ; les concessions à perpétuité accordées sous l'empire de la législation actuelle seront soumises à l'article 12 pour leurs renouvellements successifs, à l'exception du premier de ces renouvellements.

Le texte doit souligner la condition de délai mise à l'introduction des demandes.

Article 13.

La loi devrait préciser ce qu'il faut entendre par "personnes qui peuvent invoquer des titres à une concession à perpétuité". Il ne s'agit manifestement pas des seules personnes susceptibles d'être inhumées dans la concession.

Articles 13, alinéa 3, et 15, alinéa 5.

En matière de maintien de concession à perpétuité et de retrait de concessions abandonnées, les notifications aux personnes "ayant des titres" (article 13, alinéa 2) ou "au parent le plus proche" (article 15, alinéa 4) sont

.../...

insuffisantes; elles pourraient laisser dans l'ignorance des personnes intéressées. Il est suggéré de généraliser la forme de publicité organisée aux articles 13, alinéa 3, et 15, alinéa 5.

Par ailleurs, la prescription de l'affichage doit être assortie de celle d'un délai suffisant. Beaucoup de personnes ayant coutume de ne visiter des cimetières qu'une fois l'an, le délai prévu à l'article 15, alinéa 5, paraît fort bref. Il est suggéré de prévoir des délais de deux ans pour l'article 13, alinéa 3, et d'un an pour l'article 15, alinéa 5.

Article 15.

Il est proposé que la notification prévue à l'article 15, alinéa 4, soit faite à tous les parents connus de l'administration, et non au seul parent le plus proche.

Article 19.

Le projet abroge "le décret impérial du 23 prairial an XII sur les sépultures, à l'exception du titre V" et l'arrêté royal du 30 juillet 1880.

D'autres textes, insérés au Recueil de la législation générale en vigueur en Belgique et relatifs à la matière traitée par le projet, pourraient utilement être abrogés.

.../...

TEXTE PROPOSE POUR LES DISPOSITIONS DU PROJET.

CHAPITRE Ier. - Des sépultures et des lieux qui leur sont consacrés.

rticle ler u projet)

Article ler.-

Chaque commune doit disposer d'un cimetière au moins.

rticle 2 u projet)

Article 2.-

L'emplacement du cimetière est en principe déterminé par le plan d'aménagement.

S'il n'y a pas de plan d'aménagement, ou si celui-ci ne prévoit pas l'emplacement réservé au cimetière, la délibération du conseil communal relative à cet objet est soumise à l'approbation du gouverneur de la province. Le conseil communal aura dû, préalablement à la demande d'approbation, obtenir l'accord de la commission médicale provinciale instituée par la loi du 18 mars 1818, et celui du fonctionnaire délégué dont il est question à l'article 45 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

Tout nouveau cimetière doit être situé en dehors des parties agglomérées des villes et des communes.

Les terrains destinés à servir de cimetière doivent être au moins cinq fois plus étendus que l'espace nécessaire à l'inhumation du nombre présumé de morts qui peuvent y être enterrés chaque année. Ils sont clôturés. Des plantations sont faites le long des clôtures, à moins que celles-ci ne soient constituées par un mur de deux mètres de hauteur.

.../...

rticle 3 u projet)

Article 3.-

Les inhumations ne peuvent avoir lieu que dans les cimetières.

Toutefois, il n'est pas dérogé aux usages relatifs à l'inhumation des membres de la famille royale et à l'inhumation des chefs de diocèse dans leur cathédrale.

rticle 4 u projet)

Article 4.-

Nonobstant la disposition de l'article 3, alinéa 1er, le bourgmestre peut autoriser des particuliers à être enterrés dans leur propriété lorsque celle-ci est située en dehors des parties agglomérées des villes et des communes.

Cette autorisation, qui sera subordonnée à l'accord de la Commission médicale provinciale, portera obligation de placer la tombe à une distance minimum de cent mètres de toute habitation et de la soustraire à la vue par un rideau de plantations.

L'autorisation vaut pour le propriétaire et son conjoint.

Toute communauté jouissant de la personnification civile peut obtenir la même autorisation dans les mêmes conditions.

rticle 5 u projet)

Article 5.-

D'autres dérogations à la disposition de l'article 3, alinéa 1er, peuvent être accordées par arrêté royal.

.../...

rticle 6 du rojet) Article 6.-

... (comme au projet) ...

rticle 7 du rojet) Article 7.-

Les fosses sont distantes les unes des autres d'au moins trois décimètres sur les côtés et d'au moins trois décimètres à la tête et aux pieds.

rticle 8 du rojet) Article 8.-

L'ouverture des fosses en vue de nouvelles inhumations ne peut avoir lieu qu'après cinq ans, sauf lorsqu'il s'agit d'une concession de terrain.

Lorsque, après plusieurs cycles d'inhumations, il n'est plus possible d'enterrer encore dans les mêmes parcelles du cimetière, le creusement de fosses en vue de la réutilisation de ces parcelles n'est permis qu'après un délai de quinze ans à partir de la dernière inhumation, sauf autorisation du gouverneur, accordée dans les conditions et selon la procédure prévues à l'article 16, alinéa 2.

CHAPITRE II. - DES CONCESSIONS DE TERRAIN DANS LES CIMETIERES COMMUNAUX.

rticle 12 du rojet) Article 9.-

Le conseil communal est autorisé à accorder dans les cimetières communaux des concessions aux personnes qui désirent y posséder une place distincte et séparée pour y fonder leur sépulture et celle de leurs parents, conjoint, alliés et successeurs.

.../...

Ces concessions sont accordées pour cinquante ans au plus; à leur expiration les renouvellements successifs peuvent être accordés par le conseil communal sur demande formulée avant la date de l'expiration de la concession.

rticle 13 du rojet) Article 10.-

Sans qu'il puisse leur être réclamé une nouvelle redevance, ceux qui peuvent invoquer des titres à une concession à perpétuité, accordée en vertu du décret impérial du 23 prairial an XII, doivent faire renouveler leurs droits tous les cinquante ans. Peuvent invoquer un titre à la concession ... (à compléter par le Gouvernement)...

La première demande de renouvellement doit être introduite dans un délai de deux ans, qui prend cours :

a) à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, lorsque la concession a été octroyée cinquante ans au moins avant cette date;

b) à l'expiration de la cinquantième année de la concession, dans les autres cas.

Au cours de la première année de ce délai de deux ans, le bourgmestre de la commune ou son délégué fera notifier aux personnes mentionnées à l'alinéa 1er un acte qu'il aura dressé et spécifiant que le maintien de leur droit est subordonné à une demande de renouvellement qui doit lui être adressée.

L'acte doit être affiché pendant (deux ans) au moins sur un panneau ad hoc à l'entrée du cimetière.

.../...

article 14 du projet)

Article 11.-

A défaut de demande de renouvellement, la concession cesse d'exister de plein droit.

article 15 du projet)

Article 12.-

L'entretien des tombes incombe à ceux qui peuvent invoquer des titres aux concessions.

Le défaut d'entretien qui constitue l'état d'abandon est établi lorsque la tombe ou les signes de sépulture sont malpropres, envahis par la végétation, délabrés, effondrés ou en ruine.

L'état d'abandon doit être constaté par acte dressé par le bourgmestre de la commune ou son délégué et notifié dans le mois de sa rédaction aux parents connus.

L'acte doit être affiché pendant (un an) au moins sur un panneau ad hoc placé à l'entrée du cimetière.

A l'expiration de ce délai, il peut être mis fin à la concession par le conseil communal et le terrain peut être repris.

(article 16 du projet)

Article 13.-

... (comme au projet, article 16) ...

.../...

CHAPITRE III. - DE LA SUPPRESSION DES CIMETIERES.

rticle 9 du ojet)

Article 14.-

... (Article 9 complété par "... sauf les inhumations dans les concessions existantes. A l'expiration de cette période, ces nécropoles sont désaffectées de plein droit")...

rticle 10 du ojet)

Article 15.-

Les terrains des cimetières désaffectés peuvent être affermés par les communes auxquelles ils appartiennent, uniquement pour être ensemencés ou plantés, sauf dérogation accordée par arrêté royal.

rticle 11 du ojet)

Article 16.-

Dans les cimetières fermés ou désaffectés, aucune fouille n'est autorisée avant l'expiration d'un délai de quinze ans à dater de la dernière inhumation dans un terrain non concédé.

Néanmoins, dans des circonstances exceptionnelles, le gouverneur peut accorder une autorisation de fouilles lorsque l'innocuité de celles-ci a été préalablement constatée au cours d'une inspection de la commission médicale provinciale.

CHAPITRE IV. - DE LA POLICE DES LIEUX DE SEPULTURE.

rticles 17 18 du ojet)

Article 17.-

... (In fine de l'article, il y a lieu d'omettre les mots : "qu'on n'y permette") ...

Article 18.-

... (texte du projet) ...

.../...

CHAPITRE V. - DISPOSITIONS TRANSITOIRE ET FINALE.

rticle 4, linéa 4)

Article 19.-

Par dérogation aux dispositions de l'article 4, les inhumations pourront continuer comme par le passé dans les cimetières privés existant au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

rticle 19 u projet)

Article 20.-

Sont abrogés :

1° les dispositions encore en vigueur de la déclaration du Roi du 10 mars 1776 sur les inhumations;

2° les dispositions encore en vigueur de l'Edit du 26 juin 1784 sur les enterrements;

3° les titres Ier à IV du décret du 23 prairial an XII sur les sépultures;

4° l'arrêté royal du 30 avril 1829 concernant la clôture des cimetières;

5° l'arrêté royal du 19 juin 1829 contenant, en complément de l'arrêté du 30 avril 1829, diverses mesures concernant les murs ou la clôture des cimetières;

6° l'arrêté royal du 30 juillet 1880 qui est relatif à l'usage des cimetières supprimés.

...

...

Het ontwerp heeft onder meer tot doel sommige inzake graven en begraafplaatsen gangbare praktijken die niet geheel naar de letter van het decreet van 23 prairial jaar XII zijn, wettelijk te bekrachtigen en tevens de concessieregeling te wijzigen. Het doet de hiernavolgende bedenkingen rijzen en behoeft bovendien een aantal vormwijzigingen, die in de aan het slot van dit advies voorgestelde tekst zijn verwerkt.

Artikel 1.

De woorden "voor het begraven van de overledenen" kunnen als overbodig vervallen.

Artikel 2.

De Regering beroept zich op artikel 45 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw. Dit wijst erop, dat zij niet gewoon het advies, wél het eensluidend advies of het akkoord van de gemachtigde ambtenaar van de stedebouw bedoelt voor te schrijven.

Logischer ware overigens, dat de gemeenteoverheid zelf het akkoord van de provinciale geneeskundige commissie en van de gemachtigde ambtenaar van de stedebouw vraagt. De gouverneur zou dan een volledig dossier voorgelegd krijgen. Hij behoudt hierbij het recht om dat akkoord te verzoeken, zonder dat de tekst dat met zoveel woorden hoeft te zeggen.

\+ +

.../...

Het ontwerp bepaalt, dat langs de omheiningen planten moeten staan. Het is niet duidelijk welk nut beplanting kan hebben als de omheining een muur is. Voorgesteld wordt, artikel 2, derde lid, dienovereenkomstig te redigeren.

Artikel 4.

Het vijfde lid is een overgangsbepaling en moet als zodanig achteraan in het ontwerp komen.

Artikel 8.

De Raad van State geeft voor het tweede lid een tekst in overweging die er rekening mee houdt, dat de Regering de verzadigde grafperken vijftien jaar lang ongebruikt wenst te zien, behoudens afwijking wegens buitengewone omstandigheden door de gouverneur verleend.

Titel II.

De bepalingen onder titel II van het ontwerp betreffen zowel titel III als titel I; titel II en III moeten dus van plaats verwisselen.

Het staat buiten kijf, dat de gemeente de houders van een concessie op de buiten gebruik gestelde begraafplaats in de hiernavolgende twee gevallen een ruimte op de nieuwe begraafplaats moet reserveren :

.../...

1° als zij het terrein voor andere doeleinden wenst te herbruiken;

2° als op de geconcessioneerde ruimte nog lijken kunnen worden bijgezet.

De vraag is echter wie eensdeels de uitgaven voor het herbouwen van de grafkelder en het overbrengen van het stoffelijk overschot, anderdeels de kosten voor het wederoprichten van de graftekens moet dragen. Daar is reeds betwisting over geweest en het ware gewenst, daaraan een einde te maken.

Onopgelost is in het ontwerp ook de vraag of de overeenkomstig artikel 18 vastgestelde verordeningen mede gelden als een oud grafteken wegens verlegging van de concessie opnieuw wordt opgericht.

In een en ander kan worden voorzien met bepalingen die onderscheidenlijk na artikel 16 en artikel 18 van de door de Raad van State voorgestelde tekst zouden komen.

Artikel 9.

Artikel 9 heeft het over "sluiting van de dodenakkers", artikel 10 over "buitengebruikstelling van de begraafplaatsen".

Naar de gangbare interpretatie van die termen is er tussen beide begrippen generlei verschil.

Wenst het ontwerp daarmee verschillende beslissingen aan te duiden, dan moet de memorie van toelichting ze nader omschrijven naar hun inhoud en gevolgen.

.../...

Artikel 12.

In het eerste lid spreke men ook van de echtgenoot.

+

+ +

Bij vergelijking van artikel 12, tweede lid, met artikel 14 blijkt, dat de aanvraag om hernieuwing vóór de afloop van de concessie ingediend moet zijn; voor altijddurende concessies die op grond van de huidige wetgeving zijn verleend, is voor elke hernieuwing, behalve voor de eerste, artikel 12 van toepassing.

De tekst moet de termijnvoorwaarde voor het indienen van de aanvragen beter doen uitkomen.

Artikel 13.

Nader aan te geven ware in de wet, wat moet worden verstaan onder "personen die aanspraak kunnen maken op een altijddurende concessie". Hier worden kennelijk niet alleen diegenen bedoeld die op de geconcessioneerde ruimte kunnen worden begraven.

De artikelen 13, derde lid, en 15, vijfde lid.

Inzake behoud van altijddurende of intrekking van verlaten concessies kan met kennisgeving aan "personen met aanspraak" (artikel 13, tweede lid) of aan de "naaste verwante" (artikel 15, vierde lid) niet worden volstaan;

.../...

andere belanghebbenden kunnen daarbij in de onwetendheid zijn gelaten. Voorgesteld wordt, de in de artikelen 13, derde lid, en 15, vijfde lid, georganiseerde vorm van bekendmaking algemeen toepassing te doen vinden.

Bovendien moet voor de aanplakking een voldoende termijn worden gesteld. Velen plegen maar ééns per jaar begraafplaatsen te bezoeken. De termijn van artikel 15, vijfde lid, lijkt dan ook te kort. Voorgesteld wordt, in artikel 13, derde lid, met een termijn van twee, in artikel 15, vijfde lid, met een termijn van één jaar te werken.

Artikel 15.

Voorgesteld wordt,dat de in artikel 15,vierde lid,voorgeschreven kennisgeving niet alleen aan de naaste, maar aan alle, het bestuur bekende verwanten wordt gedaan.

Artikel 19.

Opgeheven worden "het keizerlijk decreet van 23 prairial jaar XII op de begraafplaatsen, met uitzondering van titel V", en het koninklijk besluit van 30 juli 1880.

Een aantal andere teksten over hetzelfde onderwerp, die opgenomen zijn in de verzameling van de in België geldende algemene wetten, kunnen evenzo met goed gevolg worden opgeheven.

.../...

TEKST VOORGESTELD VOOR DE BEPALINGEN VAN HET ONTWERP.

HOOFDSTUK I.- Graven en daarvoor bestemde plaatsen.

artikel 1 an het ontwerp)

Artikel 1.-

Iedere gemeente moet over ten minste één begraafplaats beschikken.

artikel 2 an het ontwerp)

Artikel 2.-

De ligging van de begraafplaats wordt in beginsel aangegeven in het plan van aanleg.

Is er geen plan van aanleg of is daarin geen ruimte voor een begraafplaats bestemd, dan behoeft het desbetreffende gemeenteraadsbesluit de goedkeuring van de gouverneur van de provincie. De gemeenteraad moet, vooraleer hij om goedkeuring verzoekt, het akkoord van de provinciale geneeskundige commissie ingesteld bij de wet van 18 maart 1818, en van de gemachtigde ambtenaar bedoeld in artikel 45 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw, hebben verkregen.

Nieuwe begraafplaatsen moeten buiten de aaneengebouwde gedeelten van steden of gemeenten liggen.

.../...

De gronden bestemd voor een begraafplaats moeten ten minste vijfmaal groter zijn dan de ruimte die nodig is voor het begraven van het vermoedelijk aantal doden dat daar ieder jaar kan worden bijgezet. Ze moeten omheind zijn. Langs de omheiningen moeten, tenzij deze uit een twee meter hoge muur bestaan, beplantingen zijn aangebracht.

artikel 3 an het ont- erp)

Artikel 3.-

Alleen op begraafplaatsen mag worden begraven.

Niet afgeweken wordt echter van de gebruiken inzake teraardebestelling van leden der koninklijke familie en inzake begrafenis van diocesehoofden in hun kathedraal.

artikel 4 an het ont- erp)

Artikel 4.-

Niettegenstaande het bepaalde in artikel 3, eerste lid, kan de burgemeester particulieren toestaan, dat zij op hun eigendom worden begraven als dit buiten de aaneengebouwde gedeelten van steden en gemeenten ligt.

Die vergunning, waarvoor het akkoord van de provinciale geneeskundige commissie is vereist, brengt de verplichting mede het graf op ten minste honderd meter van eni woning te plaatsen en het door een plantenscherm aan het oog te onttrekken.

De vergunning geldt voor de eigenaar en diens echtgenoot.

.../...

Enige rechtspersoonlijkheid bezittende gemeenschap kan eenzelfde vergunning krijgen onder dezelfde voorwaarden.

artikel 5 an het ontwerp)

Artikel 5.-

Verdere afwijkingen van het bepaalde in artikel 3, eerste lid, kunnen bij koninklijk besluit worden toegestaan.

artikel 6 an het ontwerp)

Artikel 6.-

... (zoals in het ontwerp) ...

artikel 7 an het ontwerp)

Artikel 7.-

De grafkuilen staan aan de zijkanten, aan de kant van het hoofd en aan de kant van de voeten ten minste drie decimeter van elkaar.

artikel 8 an het ontwerp)

Artikel 8.-

Grafkuilen mogen, behalve als het om een grafconcessie gaat, eerst na verloop van vijf jaar voor nieuwe begrafenissen worden opengelegd.

Indien na een aantal begrafeniscyclussen niet langer op dezelfde percelen van een begraafplaats kan worden begraven, mogen met het oog op het opnieuw gebruiken van die percelen geen grafkuilen worden gemaakt dan nadat sedert de laatste begrafenis ten minste vijftien jaar zijn verlopen, behoudens machtiging, door de gouverneur verleend onder de voorwaarden en volgens de procedure bepaald in artikel 16, tweede lid.

.../...

HOOFDSTUK II.- GRAFCONCESSIES OP GEMEENTELIJKE BEGRAAFPLAATSEN.

rtikel 12 n het twerp)

Artikel 9.-

De gemeenteraad kan op gemeentelijke begraafplaatsen concessies verlenen aan hen die daar voor hun graf en voor dat van hun bloedverwanten, hun echtgenoot, hun aanverwanten of hun erfopvolgers een afzonderlijke en gescheiden ruimte wensen te krijgen.

Zulke concessies worden voor ten hoogste vijftig jaar verleend ; ze kunnen na afloop telkens worden hernieuwd door de gemeenteraad als daartoe vóór de datum waarop de concessie afloopt een aanvraag is gedaan.

tikel 13 n het twerp)

Artikel 10.-

Zonder dat hun een nieuwe retributie kan worden gevraagd, moeten zij die aanspraken kunnen laten gelden op een altijddurende concessie, verleend ingevolge het keizerlijk decreet van 23 prairial jaar XII, hun rechten om de vijftig jaar doen hernieuwen. Op de concessie kunnen aanspraak maken ... (door de Regering bij te werken)...

De eerste aanvraag om hernieuwing moet worden ingediend binnen een termijn van twee jaar ingaande :

a) op de datum van de inwerkingtreding van deze wet, als de concessie ten minste vijftig jaar vóór die datum is verleend ;

.../...

b) bij de afloop van het vijftigste concessiejaar, in de overige gevallen.

Tijdens het eerste jaar van die tweejarige termijn geeft de burgemeester van de gemeente of diens gemachtigde de in het eerste lid genoemde personen kennis van een door hem opgemaakte akte die stelt, dat het behoud van hun recht afhankelijk is van een aan hem te richten aanvraag om hernieuwing.

Die akte moet ten minste (twee jaar) aangeplakt blijven op een daartoe bestemd bord aan de ingang van de begraafplaats.

rtikel 14 an het ntwerp)

Artikel 11.-

Als geen aanvraag om hernieuwing is ingediend, vervalt de concessie van rechtswege.

rtikel 15 an het ntwerp)

Artikel 12.-

Het onderhoud van de graven rust op hen die aanspraak op de concessie kunnen maken .

Verwaarlozing opleverend onderhoudsverzuim staat vast, als het graf of de graftekens vuil, door plantengroei overwoekerd, vervallen, ingestort of bouwvallig zijn.

.../...

De verwaarlozing moet worden geconstateerd in een door de burgemeester van de gemeente of door zijn gemachtigde op te stellen akte, waarvan binnen een maand nadat ze is opgemaakt aan de bekende verwanten kennis wordt gegeven.

De akte moet ten minste (een jaar) aangeplakt blijven op een daartoe bestemd bord aan de ingang van de begraafplaats.

Na het verstrijken van die termijn kan de gemeenteraad aan de concessie een einde maken en kan het terrein worden teruggenomen.

rtikel 16 an het ntwerp)

Artikel 13.-

... (zoals in het ontwerp, artikel 16) ...

HOOFDSTUK III.- AFSCHAFFING VAN BEGRAAFPLAATSEN.

rtikel 9 n het twerp)

Artikel 14.-

Wanneer de voor het begraven bestemde ... (voorts tekst van artikel 9, waaraan is toe te voegen : "... behalve voor bijzetting in de bestaande concessies. Na verloop van die tijd komen die dodenakkers van rechtswege buiten gebruik te staan") ...

.../...

rtikel 10 an het ont- erp)

Artikel 15.-

Gronden van buiten gebruik gestelde begraafplaatsen kunnen door de gemeenten wie ze toebehoren, worden verpacht, maar dan alleen voor bezaaiing of beplanting, behoudens afwijking bij koninklijk besluit verleend.

rtikel 11 n het ont- rp)

Artikel 16.-

Op gesloten of buiten gebruik gestelde begraafplaatsen mag niet worden gedolven dan nadat sedert de laatste begrafenis op een niet geconcessioneerde ruimte vijftien jaar zijn verlopen.

In buitengewone omstandigheden kan de gouverneur echter machtiging tot delven verlenen als dit vooraf, op een schouwing van de provinciale geneeskundige commissie, niet schadelijk is bevonden.

HOOFDSTUK IV.- POLITIE VAN DE BEGRAAFPLAATSEN.

artikel 17 an het ont- erp)

Artikel 17.-

De begraafplaatsen, ongeacht of zij aan de gemeenten dan wel aan particulieren toebehoren, vallen onder het gezag, de politie en het toezicht van de gemeentebesturen, die er inzonderheid voor waken dat er niet zonder machtiging wordt gedolven of opgegraven, dat er geen wanordelijkheid plaats vindt of dat er geen handeling in strijd met de eerbied voor de overledenen wordt verricht.

.../...

(artikel 18 van het ontwerp)

Artikel 18.-

De gemeenteraden zijn bevoegd tot het vaststellen van een reglement met betrekking tot de afmetingen van graven en graftekens alsmede tot de aard van de gebruikte material

Ieder heeft echter het recht op het graf van zijn ver want of vriend een grafsteen of enig ander grafteken te doen plaatsen.

De uitoefening van dat recht wordt door de gemeenteraad geregeld.

HOOFDSTUK V.- OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN.

(artikel 4, vierde lid, van het ontwerp)

Artikel 19.-

In afwijking van artikel 4 mag op particuliere begraafplaatsen die vóór de inwerkingtreding van deze wet bestonden, verder begraven worden zoals voorheen.

(artikel 19 van het ontwerp)

Artikel 20.-

Opgeheven worden :

1° de nog geldende bepalingen van 's Konings verklaring van 10 maart 1776 over de begrafenissen ;

2° de nog geldende bepalingen van het Edict van 26 juni 1784 op de begrafenissen ;

3° de titels I tot IV van het decreet van 23 prairial, jaar XII, op de begraafplaatsen ;

.../...

4° het koninklijk besluit van 30 april 1829 betreffende het afsluiten van de begraafplaatsen ;

5° het koninklijk besluit van 19 juni 1829 dat ter aanvulling van het besluit van 30 april 1829 een aantal maatregelen betreffende de muren en afsluitingen van begraafplaatsen vaststelt ;

6° het koninklijk besluit van 30 juli 1880 betreffende het gebruik van afgeschafte begraafplaatsen.

...

....

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G.HOLOYE, conseillers d'Etat,
J.MASQUELIN, raadsheren van State,

J.ROLAND, assesseurs de la section de législation,
J.DE MEYER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J.DE KOSTER, greffier adjoint, greffier.
Mevrouw: adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.J.FORTPIED, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.FORTPIED, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G.DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.